

## CAHIER DES CHARGES

**RECRUTEMENT D'UN BUREAU D'ETUDES  
POUR LE DEVELOPPEMENT ET L'OPERATIONNALISATION DE LA PLATEFORME NUMERIQUE DU  
SYSTEME NATIONAL DE TRANSPARENCE CLIMATIQUE (SNTC) DESTINEE A ALIMENTER LE PORTAIL  
OFFICIEL DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES DE COTE D'IVOIRE**

Février 2026

## 1. Informations générales

Intitulé de la mission	Développement et opérationnalisation de la plateforme numérique SNTC destinée à alimenter le portail officiel des Changements Climatiques de Côte d'Ivoire
Bénéficiaire(s)	Ministères sectoriels
Pays	Côte d'Ivoire (Abidjan)
Durée totale prévue	Estimée à 7 mois

## 2. Contexte et justification du besoin

### 2.1. Rappels sur le projet

L'Accord de Paris, en tant qu'instrument universel de mise en œuvre de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC), entré en vigueur le 4 novembre 2016, vise à contenir l'élévation de la température moyenne mondiale bien en dessous de 2 °C, et à poursuivre les efforts pour la limiter à 1,5 °C à l'horizon 2100.

À l'instar des autres Parties à la CCNUCC, la Côte d'Ivoire a soumis ses engagements climatiques sous la forme de Contributions Déterminées au niveau National (CDN). En 2022, le pays a présenté une CDN révisée dans laquelle il s'était engagé à réduire ses émissions de gaz à effet de serre (GES) de 30,41 % à l'horizon 2030, par rapport au scénario de référence.

Dans une dynamique de rehaussement progressif de l'ambition climatique, et en cohérence avec les objectifs de l'Accord de Paris, la Côte d'Ivoire a franchi une nouvelle étape stratégique avec l'élaboration et l'adoption de sa CDN 3.0, qui fixe un objectif de réduction des émissions de GES de 33,07 % à l'horizon 2035. Cette nouvelle CDN traduit la volonté du pays d'accélérer la mise en œuvre de ses actions d'atténuation et d'adaptation, tout en renforçant les exigences en matière de suivi, de transparence et de redevabilité.

Afin de rehausser la performance climatique de la Côte d'Ivoire, en cohérence avec les objectifs de l'Accord de Paris, le Projet Transition Bas Carbone (TBC) financé par l'Union européenne à hauteur de 5,9 millions d'euros a été élaboré. Ce projet d'une durée de quatre ans (2023-2026), est mis en œuvre par Expertise France et le Ministère de l'Environnement et de la Transition Ecologique.

L'objectif spécifique du projet TBC est d'accompagner le Gouvernement ivoirien dans la mise en œuvre, le suivi et le rapportage de ses engagements climatiques, tant en matière d'atténuation que d'adaptation, selon une approche participative, inclusive et fondée sur des données fiables.

Son objectif spécifique est d'accompagner le Gouvernement ivoirien dans la mise en œuvre et le suivi de ses engagements climatiques (tant d'atténuation que d'adaptation) selon une approche participative et inclusive.

Pour ce faire, trois principaux résultats sont visés :

- R1 : Le suivi de la mise en œuvre de la CDN et son rapportage sont coordonnés par le MINEDDTE ;
- R2 : La stratégie nationale Climat est déclinée et intégrée dans des politiques nationales transversales et sectorielles ;
- R3 : Les enjeux liés aux changements climatiques, intégrant les aspects portant sur le genre et l'inclusion sociale, sont davantage connus par les acteurs non étatiques.

### 2.2. Contexte spécifique à la mission

Dans le cadre de la mise en œuvre de ses engagements climatiques internationaux, la Côte d'Ivoire, à travers le Projet Transition Bas Carbone (TBC), s'est engagée à mettre en place un Système National de Transparence Climatique (SNTC) robuste, conforme aux exigences de l'Article 13 de l'Accord de Paris et du Cadre de Transparence Renforcé (CTR).

A cet égard, la conformité à l'Article 13 implique la mise en place de dispositifs institutionnels, techniques et numériques permettant d'assurer, de manière pérenne :

- La production régulière de données climatiques complètes, fiables, cohérentes et traçables ;
- L'application de méthodologies harmonisées et conformes aux lignes directrices du GIEC ;

- La documentation systématique des hypothèses, sources de données, niveaux d'incertitude et processus de validation ;
- La gestion sécurisée des données, incluant l'archivage, la traçabilité des versions et l'historisation des mises à jour ;
- La préparation, la consolidation et la diffusion des livrables de rapportage international, notamment les Contributions Déterminées au niveau National (CDN), les Rapports Biennaux de Transparence (BTR) et les Inventaires de Gaz à Effet de Serres (IGES)

Le Cadre de Transparence Renforcé (CTR) requiert en outre un niveau accru d'intégration intersectorielle, de coordination institutionnelle et d'accessibilité de l'information, ainsi qu'une capacité renforcée à démontrer les progrès réalisés, les résultats obtenus et les efforts entrepris en matière d'atténuation, d'adaptation et de soutien. Ces exigences traduisent un volume de travail conséquent, à la fois en matière de structuration des données, de développement d'outils numériques adaptés et de mise en cohérence des flux d'information entre les différents acteurs nationaux.

Ce système vise à structurer, centraliser et harmoniser les mécanismes de Mesure, Notification et Vérification (MNV) afin de garantir la production de données climatiques fiables, traçables et comparables, à la fois pour le rapportage international (CDN, BTR, IGES) et pour l'éclairage de la décision publique nationale en matière de politiques climatiques.

Dans ce contexte, la Côte d'Ivoire dispose déjà d'un portail officiel sur les Changements Climatiques, développé comme un outil de diffusion de l'information climatique nationale. Toutefois, l'évolution des exigences internationales en matière de transparence climatique, conjuguée à la mise en place progressive du SNTC, appelle aujourd'hui une amélioration fonctionnelle, technique et structurelle de ce portail, afin qu'il puisse pleinement jouer son rôle de vitrine nationale et d'interface publique du système de transparence climatique.

Ce portail est conçu comme un outil stratégique au service de l'ensemble des parties prenantes, permettant notamment de :

- centraliser et diffuser les données, documents et résultats relatifs aux politiques, stratégies et actions climatiques ;
- soutenir l'opérationnalisation du Système National de Transparence Climatique (SNTC) ;
- faciliter le rapportage national et international, notamment dans le cadre des CDN, des Rapports Biennaux de Transparence (BTR) et des inventaires nationaux de GES ;
- renforcer la coordination intersectorielle, la circulation de l'information et l'accès aux données pour les acteurs institutionnels, techniques et non étatiques.

L'enjeu principal réside désormais dans le développement et l'opérationnalisation d'une plateforme numérique dédiée au SNTC, conçue comme le socle technique central de collecte, de gestion, de validation et d'exploitation des données climatiques, et destinée à alimenter de manière structurée, sécurisée et automatisée le portail officiel des Changements Climatiques. Cette plateforme devra permettre :

- l'organisation et la traçabilité des flux de données entre l'ensemble des secteurs climatiques ;
- la capitalisation des informations produites par les Groupes de Travail sectoriels ;
- l'exploitation des données pour le rapportage international, le suivi des CDN et l'évaluation des politiques climatiques.

Malgré l'existence de nombreuses initiatives sectorielles en matière de données climatiques, leur faible intégration, l'hétérogénéité des outils et le manque de coordination structurée limitent encore la capacité du pays à disposer d'un système pleinement cohérent et opérationnel. Pour répondre à ce défi, le projet TBC a appuyé la mise en place d'une task-force nationale, dont les travaux ont abouti à l'élaboration et à la validation d'un projet de décret portant création du Système National de Transparence Climatique. Ce texte, actuellement en cours de finalisation dans le circuit gouvernemental, définit la gouvernance du SNTC, notamment un Comité technique et cinq (05) Groupes de Travail sectoriels : Énergie, Déchets, Agriculture, Foresterie et Autres Affectations des Terres (AFAT), Procédés Industriels et Adaptation.

Dans ce dispositif, le secteur AFAT constitue l'un des secteurs stratégiques du SNTC, au même titre que les autres secteurs couverts par le CTR, en raison de son poids dans les émissions nationales, de son potentiel de séquestration et de son rôle déterminant dans la réduction des incertitudes des inventaires de GES. Les travaux du GT AFAT, comme ceux des autres groupes sectoriels opérationnels, doivent être pleinement intégrés à la plateforme numérique du SNTC, dans une logique intersectorielle et harmonisée.

C'est dans cette perspective que le projet Transition Bas Carbone (TBC) prévoit le recrutement d'un cabinet spécialisé, chargé d'améliorer le portail officiel existant des Changements Climatiques et de concevoir, développer et opérationnaliser la plateforme numérique du SNTC, couvrant l'ensemble des composantes du Cadre de Transparence Renforcé et de tous les secteurs concernés, afin de renforcer durablement le dispositif national de transparence climatique en Côte d'Ivoire.

Le présent cahier des charges définit les contours, objectifs, exigences méthodologiques et modalités de la prestation attendue.

### 3. Objectifs et résultats poursuivis

#### 3.1. Objectif général

L'objectif général de la mission est de développer et opérationnaliser la plateforme numérique du Système National de Transparence Climatique (SNTC), destinée à alimenter le portail officiel existant des Changements Climatiques, à travers une architecture fonctionnelle, sécurisée et évolutive.

#### 3.2. Objectifs spécifiques

##### I. Analyser l'existant et préciser les besoins du SNTC

- Réaliser un diagnostic approfondi et structuré portant sur :
  - ✓ le portail officiel existant des changements climatiques ;
  - ✓ les plateformes et outils sectoriels de gestion des données climatiques existants ;
  - ✓ les dispositifs institutionnels et processus opérationnels actuels de collecte, de traitement, de validation et de diffusion des données climatiques.

Cette analyse devra permettre d'identifier de manière précise les besoins fonctionnels, techniques, organisationnels et institutionnels liés à l'opérationnalisation de la plateforme numérique du SNTC.

##### II. Définir le processus de collecte, de structuration et de gestion des données climatiques

- Concevoir et formaliser des processus harmonisés, documentés et traçables couvrant :
  - ✓ la collecte, la saisie, l'importation et la mise à jour des données climatiques ;
  - ✓ la structuration, le stockage, l'archivage et la documentation des données ;
  - ✓ la gestion des séries temporelles, des hypothèses, des facteurs d'émission et métadonnées.

Ces processus devront être conformes aux lignes directrices du GIEC et aux Modalités, Procédures et Lignes directrices (MPGs), en particulier pour la production du Rapport National d'Inventaire (RNI) et l'élaboration des Rapports Biennaux de Transparence.

##### III. Concevoir l'architecture fonctionnelle, technique et organisationnelle de la plateforme numérique du SNTC

- Définir une architecture complète, évolutive et interopérable de la plateforme numérique précisant :
  - ✓ les modules fonctionnels de la plateforme par composante du Cadre de Transparence Renforcé (CTR) / Atténuation, Adaptation, Soutien ;
  - ✓ les flux de données entre les acteurs sectoriels, la plateforme SNTC et le portail officiel existant des changements climatiques ;
  - ✓ les rôles, responsabilités et interactions institutionnelles des acteurs impliqués dans la production, la validation, l'exploitation et la diffusion des données climatiques.

##### IV. Assurer l'interopérabilité avec les plateformes et dispositifs sectoriels existants

- Analyser, concevoir et mettre en œuvre des mécanismes d'interopérabilité entre la plateforme numérique du SNTC et les plateformes existantes, afin de :
  - ✓ permettre l'échange automatisé de données via des formats standards et des interfaces applicables (API) ;
  - ✓ garantir la cohérence et la fiabilité des données utilisées pour le rapportage climatique national et international.

**V. Développer et intégrer l'ensemble des composantes du Cadre de Transparence Renforcé**

- Concevoir et opérationnaliser un système structuré d'archivage, de gestion et de visualisation des données des Inventaires de Gaz à Effet de Serres IGES), couvrant l'ensemble des secteurs : Energie Procédés Industriels et Utilisation des Produits (PIUP), Agriculture, Foresterie, Déchets ;

Cela inclura notamment de :

- ✓ développer des bases de données relatives aux données d'activités sur chaque catégories des secteurs : Energie (production d'électricité, raffinage de pétrole , fabrication de combustibles, industries manufacturées, aviation intérieure, transport routier, transport ferroviaire, navigation intérieure, commercial et institutionnel, résidentiel) ; PIUP ( réfrigération et climatisation, solvants, graisses et lubrifiants) ; Agriculture ( fermentation entérique, gestion du fumier, culture de riz, sols agricoles, brûlage de savane, brûlage de résidus agricoles et chaulage ) ; Foresterie ( terre forestière, terre cultivée, prairie, terre humide , établissements, autres terres) ; Déchets (déchets solides municipaux, incinération des déchets, traitement et rejet des eaux usées) ;
- ✓ développer un système d'archivage sur les résultats des émissions et absorptions des IGES par année d'inventaire et en série temporelle ;
- ✓ développer un système de visualisation des données d'inventaire (cartes, graphique, camembert, diagramme).
- Concevoir le dispositif national de suivi, de notification et de vérification des CDN incluant les indicateurs, les sources de données, les outils de collecte et les responsabilités.

Cela inclura notamment de :

- ✓ examiner les CDN, politiques sectorielles et les engagements climatiques nationaux ;
- ✓ identifier les mesures et actions sectorielles à suivre ;
- ✓ identifier les indicateurs pour le suivi de la mise en œuvre et les résultats des CDN ;
- ✓ identifier les sources de données existantes et potentiels par indicateurs ;
- ✓ développer des outils de collecte, compilation, et traitement des données (fiches, bases de données, tableaux de bord).
- Concevoir un système structuré de suivi des mesures d'adaptation au changement climatique fondé sur les vulnérabilités sectorielles, incluant :
- ✓ l'examen des CDN, du PNA, des politiques sectorielles et des études de vulnérabilité disponibles ;
- ✓ l'identification des mesures d'adaptation existantes et planifiées par secteur ;
- ✓ l'identification des indicateurs de suivi adaptés aux spécificités sectorielles ;
- ✓ l'identification des sources de données et des méthodes de suivi ;
- ✓ le développement des outils de collecte et de rapportage (fiches, base de données et tableaux de bord).
- Concevoir et structurer le dispositif national d'identification, de suivi et de notification des soutiens nécessaires et reçus pour la mise en œuvre de l'action climatique incluant les soutiens financiers, technologiques et de renforcement des capacités.

Il s'agira de :

- ✓ examiner les CDN, le BTR, les Communications Nationales et les Cadres de financements climatiques existants ;
- ✓ définir les catégories de soutien à suivre : financier, technologie et renforcement des capacités ;
- ✓ identifier les besoins de financement, de technologie et de renforcement des capacités par secteur et par priorité climatique ;
- ✓ recenser les projets, programmes et appuis climatiques reçus au niveau national ;
- ✓ identifier les sources de financement (bilatéral, multilatéral, secteur privé, fonds climatiques) ;
- ✓ identifier les indicateurs et variable de suivi conforme aux tableaux BTR ;
- ✓ développer les outils de collecte, de compilation et de rapportage (fiche, bases de données et tableaux de bord) .

**VI. Déployer des dispositifs de sécurité, de gestion des utilisateurs et de gouvernance des données**

- Mettre en place des systèmes de gestion des utilisateurs, des profils et des droits d'accès afin de :

- ✓ définir les groupes d'utilisateurs, leur interface, leur accès ;
- ✓ garantir la confidentialité et la sécurité des données sensibles ;
- ✓ encadrer les responsabilités des producteurs, validateurs et administrateurs de données ;
- ✓ assurer la conformité aux exigences nationales en matière de sécurité des systèmes d'information et de gouvernance des données publiques.

**VII. Renforcer les capacités et assurer la durabilité du dispositif**

- Renforcer les capacités techniques et opérationnelles :
  - ✓ des administrateurs de la plateforme numérique SNTC ;
  - ✓ des points focaux sectoriels ;à travers des formations ciblées, la production de guides et de procédures, et un accompagnement garantissant la gestion autonome, durable et évolutive de la plateforme.

**3.3. Résultats à atteindre**

À l'issue de la mission, les résultats suivants sont attendus :

**R1. Diagnostic consolidé de l'existant et des besoins du SNTC réalisé**

- Un rapport de diagnostic détaillé et validé est produit, couvrant :
  - ✓ le portail officiel existant des Changements Climatiques ;
  - ✓ les plateformes et outils sectoriels de gestion des données climatiques ;
  - ✓ les dispositifs institutionnels et processus actuels de collecte, traitement, validation et diffusion des données.
- Les forces, limites, chevauchements et lacunes des outils et processus existants sont clairement identifiés ;
- Les besoins fonctionnels, techniques, organisationnels et institutionnels nécessaires à l'opérationnalisation de la plateforme numérique du SNTC sont explicités, hiérarchisés et partagés avec les parties prenantes.

**R2. Chaîne de gestion des données climatiques formalisée, harmonisée et documentée**

- Des processus harmonisés et documentés de collecte, de saisie, d'importation, de mise à jour, de structuration, de stockage et d'archivage des données climatiques sont définis et validés ;
- Les types de données, formats, référentiels méthodologiques, métadonnées et règles de gestion sont harmonisés conformément aux lignes directrices du GIEC et aux MPGs ;
- Les mécanismes de gestion des séries temporelles, hypothèses, facteurs d'émission et paramètres clés sont opérationnels et intégrés à la plateforme SNTC.

**R3. Architecture fonctionnelle, technique et organisationnelle du SNTC définie et validée**

- Une architecture de référence complète, sécurisée, évolutive et interopérable de la plateforme numérique du SNTC est conçue et validée, couvrant :
  - ✓ les composantes du Cadre de Transparence Renforcé (Atténuation, Adaptation, Soutien) ;
  - ✓ les modules sectoriels ;
  - ✓ les flux de données et les interfaces techniques.
- Les rôles, responsabilités et interactions institutionnelles des acteurs impliqués dans la production, la validation, l'exploitation et la diffusion des données climatiques sont formalisés ;
- Les modalités d'alimentation automatisée, sécurisée et traçable du portail officiel des Changements Climatiques par la plateforme SNTC sont établies.

**R4. Interopérabilité effective avec les plateformes et dispositifs sectoriels existants assurés**

- Des mécanismes d'interopérabilité fonctionnels (API, formats standards, protocoles d'échanges) sont développés, testés et documentés ;
- Les données issues des plateformes sectorielles sont intégrées, cohérentes et exploitables au sein du SNTC ;
- La plateforme SNTC permet une utilisation consolidée des données pour les Inventaires de GES (IGES), le suivi des CDN et l'élaboration des Rapports Biennaux de Transparence (BTR).

**R5. Système national de gestion des Inventaires de GES opérationnel**

- Un système structuré d'archivage, de gestion et de visualisation des données IGES est développé et opérationnel, couvrant l'ensemble des secteurs : Énergie, PIUP, Agriculture, Foresterie et Déchets ;
- Les données d'activités sectorielles, les résultats d'émissions et d'absorptions sont organisés par année d'inventaire et en séries temporelles ;
- Des outils de visualisation et d'analyse (tableaux de bord, graphiques, cartes, diagrammes) facilitent l'exploitation technique et la communication des résultats.

**R6. Dispositif national de suivi, de notification et de vérification des CDN structuré**

- Un dispositif national de suivi des CDN est conçu et intégré à la plateforme SNTC ;
- Les mesures et actions sectorielles, les indicateurs de suivi, les sources de données et les responsabilités institutionnelles sont identifiés et opérationnalisés ;
- Des outils numériques de collecte, de compilation, d'analyse et de restitution (bases de données, fiches, tableaux de bord) sont fonctionnels.

**R7. Système structuré de suivi de l'adaptation au changement climatique opérationnel**

- Un système national de suivi des mesures d'adaptation, fondé sur les vulnérabilités sectorielles, est conçu et intégré à la plateforme SNTC ;
- Les mesures d'adaptation existantes et planifiées, les indicateurs adaptés, les sources de données et les méthodes de suivi sont identifiés ;
- Des outils numériques de collecte et de rapportage permettent l'exploitation des données d'adaptation pour le rapportage national et international.

**R8. Dispositif national de suivi et de notification des soutiens climatiques structuré**

- Un système national d'identification, de suivi et de notification des soutiens climatiques (financiers, technologiques et renforcement des capacités) est conçu et intégré ;
- Les besoins, projets, programmes et appuis climatiques reçus sont recensés et structurés ;
- Les indicateurs conformes aux tableaux BTR et les outils de collecte, de compilation et de rapportage sont opérationnels.

**R9. Portail officiel des Changements Climatiques amélioré et pleinement articulé au SNTC**

- Le portail officiel existant est amélioré et interfacé avec la plateforme numérique du SNTC ;
- Les données, documents et résultats validés sont diffusés de manière structurée, sécurisée et différenciée selon les profils d'utilisateurs ;
- Des tableaux de bord, indicateurs et visualisations permettent de valoriser les progrès climatiques de la Côte d'Ivoire.

**R10. Dispositif sécurisé et durablement opérationnel**

- Un système robuste de sécurité, de gestion des utilisateurs, des rôles et des droits d'accès est déployé ;
- Les responsabilités des fournisseurs, validateurs et administrateurs de données sont clairement encadrées ;
- Les exigences nationales en matière de sécurité des systèmes d'information et de gouvernance des données publiques sont respectées ;
- Les capacités nationales sont renforcées : administrateurs de la plateforme SNTC et points focaux sectoriels formés, guides et procédures produits ;
- La plateforme numérique du SNTC et le portail officiel sont gérés de manière autonome, durable et évolutive par les institutions nationales.

#### 4. Description de la mission

Dans le cadre de la présente mission, le bureau d'études travaillera en étroite collaboration avec l'ensemble des structures institutionnelles et techniques impliquées dans le SNTC, et plus largement avec les acteurs producteurs et utilisateurs de données climatiques au niveau national.

A ce titre, le bureau d'études interagira avec :

- Les groupes de travail sectoriels du SNTC ;

- Les ministères sectoriels et institutions techniques compétentes ;
- Les structures en charge des plateformes et systèmes sectoriels existants.

#### 4.1. Exigences méthodologiques minimales

Le cabinet retenu devra adopter une approche méthodologique rigoureuse, participative, itérative et orientée résultats, conforme aux exigences de l'article 13 de l'Accord de Paris, du Cadre de Transparence Renforcé (CTR) et des Modalités, Procédures et Lignes directrices (MPGs).

Cette approche devra garantir :

- la qualité technique et la robustesse de la plateforme numérique du Système National de Transparence Climatique (SNTC) ;
- la cohérence institutionnelle et intersectorielle du dispositif national de transparence climatique ;
- la durabilité, l'évolutivité et l'appropriation nationale de la solution développée ;
- une articulation fonctionnelle effective entre la plateforme SNTC, le portail officiel existant des Changements Climatiques et le Structured Reporting System (SRS) pour le rapportage international.

La méthodologie proposée devra permettre notamment :

- la structuration complète de la chaîne nationale de gestion des données climatiques, depuis la collecte jusqu'à la diffusion (collecte, structuration, validation, archivage, exploitation, visualisation et rapportage) ;
- l'intégration progressive et cohérente de l'ensemble des secteurs climatiques et des composantes du CTR (Atténuation, Adaptation, Soutien) ;
- la prise en compte des contraintes IT critiques (sécurité, interopérabilité, performance, hébergement, continuité de service).

Les prestations attendues s'articulent autour des phases suivantes :

##### **Phase 1 : Analyse stratégique et définition de l'architecture fonctionnelle, technique et organisationnelle du SNTC intégrant le SRS**

Le cabinet conduira une analyse approfondie et structurée de l'existant et des besoins, couvrant :

- le portail officiel existant des Changements Climatiques ;
- les plateformes et outils sectoriels de gestion des données climatiques ;
- les dispositifs institutionnels et les processus opérationnels actuels.

Cette phase constitue un objectif majeur et structurant de la mission, car elle vise à poser les fondations de référence de la plateforme numérique du SNTC. Elle conditionne directement la qualité, la sécurité, l'interopérabilité et l'évolutivité de l'ensemble du dispositif.

Elle comprendra notamment :

- l'analyse détaillée des besoins fonctionnels, techniques et organisationnels des différents profils d'utilisateurs (administrateurs, producteurs de données, validateurs, décideurs, partenaires techniques et financiers, grand public) ;
- la définition et la formalisation de l'architecture de référence de la plateforme SNTC et de son articulation avec le portail officiel, intégrant :
  - ✓ les exigences de sécurité des systèmes d'information et de protection des données ;
  - ✓ les mécanismes d'interopérabilité avec les plateformes sectorielles existantes et le SRS ;
  - ✓ les principes d'évolutivité, de modularité et de montée en charge, permettant l'intégration progressive de nouveaux secteurs, composantes du CTR et exigences internationales ;
- l'identification et la formalisation des exigences du Structured Reporting System (SRS) applicables à l'ensemble des secteurs, incluant :
  - ✓ les catégories de données requises ;
  - ✓ les séries temporelles ;
  - ✓ les métadonnées associées (sources, méthodes GIEC, niveaux de validation) ;
- la conception d'une arborescence fonctionnelle claire et cohérente, positionnant la plateforme SNTC comme socle technique central et le portail officiel comme interface publique de diffusion et de valorisation ;
- l'élaboration de maquettes fonctionnelles et ergonomiques (UX/UI) facilitant la validation technique et institutionnelle.



**Phase 2 : Développement, intégration et sécurisation de la plateforme SNTC**

Sur la base des spécifications validées, le cabinet procédera au développement, à l'intégration et à la sécurisation de la plateforme numérique du SNTC, en conformité avec les standards internationaux de développement de systèmes d'information institutionnels.

Cette phase couvrira notamment :

- le développement des composantes front-end et back-end de la plateforme SNTC et des interfaces d'alimentation du portail officiel ;
- le développement de modules couvrant l'ensemble des composantes du CTR (Inventaires de GES, suivi des CDN, adaptation, soutiens), permettant :
  - ✓ la saisie, l'importation et la structuration des données selon des formats normalisés ;
  - ✓ la gestion des séries temporelles, des versions et des statuts des données ;
  - ✓ la distinction entre données brutes, données validées et données utilisées pour le rapportage ;
- le développement de fonctionnalités d'agrégation, d'exportation et de restitution des données facilitant leur utilisation pour :
  - ✓ les Inventaires de GES ;
  - ✓ les Rapports Biennaux de Transparence (BTR) ;
  - ✓ le suivi des CDN et des mesures d'adaptation.
- le déploiement de mécanismes robustes de sécurité, incluant l'authentification, la gestion des utilisateurs et des droits d'accès, la journalisation des actions et la traçabilité des données.

**Phase 3 : Tests, assurance qualité et validation**

Le cabinet mettra en œuvre un processus complet d'assurance qualité (QA/QC) visant à garantir la conformité, la stabilité et la fiabilité de la plateforme avant sa mise en production, incluant :

- des tests fonctionnels, techniques, de performance et de sécurité ;
- la correction des anomalies identifiées ;
- des sessions de validation technique et institutionnelle avec les parties prenantes.

**Phase 4 : Déploiement, hébergement et renforcement des capacités**

Après validation, le cabinet procédera au déploiement opérationnel de la plateforme SNTC et à son articulation avec le portail officiel, en précisant les modalités d'hébergement.

Cette phase comprendra :

- la mise en ligne officielle de la plateforme numérique du SNTC et du portail officiel ;
- la proposition, la configuration et la documentation de la solution d'hébergement retenue (infrastructure nationale, cloud sécurisé ou solution hybride), incluant :
  - ✓ les exigences de performance, de disponibilité et de sauvegarde ;
  - ✓ les dispositifs de sécurité et de continuité de service ;
  - ✓ la clarification des responsabilités respectives du cabinet et des institutions nationales ;
- la formation des administrateurs de la plateforme et des points focaux sectoriels ;
- la remise de guides d'utilisation, d'administration et de gestion technique.

**Phase 5 : Maintenance, assistance et accompagnement post-déploiement**

Afin d'assurer la durabilité du dispositif, le cabinet assurera un appui technique post-déploiement, incluant :

- l'assistance technique aux utilisateurs ;
- la maintenance corrective et évolutive sur une période définie contractuellement ;
- l'appui à l'optimisation continue des fonctionnalités, en fonction de l'évolution des besoins du SNTC et des exigences du CTR.

**Exigences transversales**

Tout au long de la mission, le cabinet devra :

- adopter une démarche participative et intersectorielle ;
- assurer une documentation complète, structurée et transférable de l'ensemble des développements ;
- garantir la transférabilité des compétences, des outils et des codes sources ;
- veiller à l'appropriation nationale, à la durabilité et à l'évolutivité de la plateforme numérique du SNTC.

**4.2. Livrables attendus et tranche de paiement**

Tranche	Livrables	Délais maximaux de remise*
Démarrage et cadrage	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Note de cadrage méthodologique détaillée (approche, gouvernance, organisation de la mission)</li> <li>- Planning détaillé de mise en œuvre avec jalons, livrables et responsabilités</li> <li>- Plan de gestion des risques (techniques, institutionnels, sécurité, interopérabilité, hébergement)</li> </ul>	T0+ 2 semaines
Analyse, diagnostic et conception	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapport de diagnostic consolidé de l'existant (portail, plateformes sectorielles, processus)</li> <li>- Rapport d'analyse des besoins fonctionnels, techniques et organisationnels des parties prenantes</li> <li>- Note de conception de l'architecture fonctionnelle, technique et organisationnelle de la plateforme SNTC</li> <li>- Schémas détaillés des flux de données, des interfaces et de l'interopérabilité (SNTC / secteurs / portail / SRS)</li> <li>- Arborescence détaillée de la plateforme SNTC et du portail officiel</li> <li>- Maquettes fonctionnelles et ergonomiques (UX/UI) validées)</li> </ul>	T0+ 02 mois
Développement et intégration (version bêta)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Version bêta pleinement opérationnelle de la plateforme numérique du SNTC</li> <li>- Modules CTR (Inventaires GES, CDN, Adaptation, Soutiens) développés et intégrés</li> <li>- Interfaces d'interopérabilité fonctionnelles avec les plateformes sectorielles prioritaires</li> <li>- Système de gestion des utilisateurs, profils et droits d'accès opérationnel</li> <li>- Rapport d'intégration, de migration des contenus et de tests (fonctionnels, sécurité, performance)</li> </ul>	T0+ 05 mois
Validation finale, déploiement et clôture	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Version finale de la plateforme SNTC et du portail officiel mise en production</li> <li>- Solution d'hébergement configurée, sécurisée et documentée (production, sauvegarde, continuité de service)</li> <li>- Procès-verbal de validation technique et institutionnelle</li> <li>- Rapport de formation et de renforcement des capacités (administrateurs et points focaux sectoriels)</li> <li>- Guides utilisateurs, guides administrateurs et procédures d'exploitation</li> <li>- Documentation technique complète (architecture, codes sources, configurations, API)</li> <li>- Plan de maintenance et d'assistance technique post-déploiement</li> <li>- Rapport final de mission</li> </ul>	T0+ 07 mois

Chaque livrable fera l'objet d'un débriefing avec l'équipe projet Expertise France et le partenaire ivoirien qui pourra solliciter des ajustements au Bureau d'Etudes. Cette séquence de débriefing/ajustements devra se faire dans la semaine suivant la remise du livrable. Le Bureau d'Etudes dispose d'une semaine pour prendre en compte ces ajustements dans une version révisée.

\* Les délais contractuels sont déterminés à l'article 6 du contrat, intitulé « tableau des livrables ». En fonction de la méthodologie spécifique mise en œuvre par le prestataire, ce dernier doit proposer des délais optimisés. Ces délais doivent être renseignés dans la colonne « Date de livraison » du tableau des livrables contenu au contrat de contrat et devront être conformes au chronogramme fourni dans l'offre technique du titulaire. Si ces délais optimisés sont plus avantageux que les délais maximaux imposés, ils prévaudront sur ces derniers.

Il est important que ces délais optimisés soient réalistes et respectent les exigences opérationnelles et techniques du Projet.

#### 4.3. Coordination

Le prestataire désignera, dès le démarrage du projet de la mission, un interlocuteur unique chargé d'assurer la coordination opérationnelle et le suivi de l'ensemble des activités du projet.

Pour le Ministère de l'Environnement et de la Transition Ecologique (MINETE), les points focaux de contact sont les suivants :

- Monsieur ZAKPA Frederick Coordonnateur du projet TBC  
Téléphone : (+225) 0707137964  
Courriel : [zakpafredericks@gmail.com](mailto:zakpafredericks@gmail.com)
- Monsieur KUMASSI Philippe Coordonnateur du BTR  
Téléphone : (+225) 0707924334
- Courriel : [k.kouadio@environnement.gouv.ci](mailto:k.kouadio@environnement.gouv.ci)

Pour Expertise France, Monsieur Joël GUEI, membre de l'équipe du Projet Transition Bas Carbone (TBC), fera office d'interlocuteur unique du prestataire :

- Téléphone : (+225) 0708488281
- Courriel : [jean-joel.guei@expertisefrance.fr](mailto:jean-joel.guei@expertisefrance.fr)

Une réunion de lancement de la mission sera organisée dans un délai maximum de cinq (05) jours suivant la notification du contrat.

Le prestataire devra assurer, dès la phase préparatoire et jusqu'à la finalisation de la mission, une coordination étroite et continue avec les équipes des directions et structures impliquées, afin de garantir la bonne exécution des activités, la cohérence institutionnelle et l'atteinte des résultats attendus.

### 5. Lieu, Durée et Modalités d'exécution

Lieu : Côte d'Ivoire

#### 5.1. Période de mise en œuvre

Cette mission se déroulera sur une période de 7 mois, en fonction de la méthodologie qui sera proposée par le bureau d'études, à partir de la date de notification du contrat.

#### 5.2. Date de démarrage

La mission commence à la notification du contrat, prévue vers mars.

#### 5.3. Date de fin

La fin de la mission est prévue après parfait achèvement des activités prévues et réception / validation des différents livrables.

#### 5.4. Durée effective par mission :

La durée de la mission est estimée à 7 mois maximum.

Le bureau d'études détaillera, en fonction de l'équipe proposée, l'organisation du travail de l'équipe et précisant le volume de prestation en hommes/jours à mobiliser pour une telle évaluation.

#### 5.5. Planning/calendrier :

Le bureau d'études fournira un échéancier/calendrier prévisionnel d'exécution précis du déroulement de la mission avec des dates de livraison des livrables.

### 6. Expertise et critère demandés

Le cabinet à recruter devra être une structure légalement constituée, disposant d'une expérience avérée dans la conception, le développement et l'opérationnalisation de plateformes numériques institutionnelles, idéalement dans les domaines du climat, de l'environnement, du développement durable ou des systèmes d'information publics.

Le cabinet devra démontrer sa capacité à conduire des projets complexes impliquant des multiples parties prenantes institutionnelles, à travailler dans des environnements réglementaires exigeants et à livrer des solutions numériques robustes, sécurisées et durables.

A cet effet, l'équipe du soumissionnaire devra particulièrement disposer des compétences suivantes :

#### **Expertise en développement de plateformes numériques**

- Conception, développement et déploiement de plateformes numériques institutionnelles et de portails web à forte composante informationnelle et décisionnelle ;
- Maîtrise des technologies web modernes (front-end, back-end, bases de données, API, hébergement) ;
- Conception d'architectures fonctionnelles et techniques sécurisées, évolutives et interopérables ;
- Mise en œuvre de systèmes de gestion de contenus (CMS), de bases de données structurées et de système de gestion des utilisateurs.

#### **Expertise en systèmes d'information institutionnels**

- Expérience confirmée dans la mise en place de systèmes d'information pour des administrations publiques ou organismes internationaux ;
- Capacité à traduire des processus institutionnels complexe (collecte, validation, rapportage, archivage) en solutions numériques ;
- Maîtrise de la gestion des flux de données, de la traçabilité, de l'archivage, de l'historisation et des mécanismes d'assurance qualité des données.

#### **Expertise en sécurité et protection des données**

- Mise en œuvre de mécanismes de sécurité informatique (authentification, gestion des droits et profils des utilisateurs, la journalisation des actions et la sauvegarde des données) ;
- Conception de dispositifs garantissant la confidentialité, l'intégralité et la disponibilité des données ;
- Conformité aux standards internationaux en matière de cybersécurité et de protection des données.

#### **Expertise thématique Climat et transparence climatique (atout fortement apprécié)**

- Bonne connaissance des cadres internationaux de transparence climatique, notamment l'Article 13 de l'Accord de Paris, le Cadre de Transparence Renforcé et les MPGs
- Familiarité avec les IGES, les BTR ou les plateformes nationales de suivi climatique ;
- Compréhension des enjeux sectoriels liés à l'Energie, l'agriculture, la foresterie, les procédés industriels, les déchets et l'adaptation

#### **Capacités transversales attendues**

- Excellente capacité de coordination, de concertation et de facilitation avec des acteurs institutionnels de niveaux et profils variés
- Aptitude à produire une documentation technique et fonctionnelle claire, structurée et transférable ;

- Capacité démontrée à assurer le transfert de compétences, l'accompagnement des utilisateurs et l'appropriation nationale des outils développés ;